



UNE ONG ENGAGÉE AUX CÔTÉS DES ACTEURS ET ACTRICES DU CHANGEMENT SUR LE TERRAIN ET POUR UNE POLITIQUE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT À LA HAUTEUR DES ENJEUX !

De plus en plus d'ONG s'inscrivent dans une démarche de renforcement du pouvoir d'agir des populations locales afin qu'elles soient actrices de leur développement.

À ID, nous l'affirmons dans notre projet stratégique : « **S'engager au plus près des territoires et des actrices et acteurs locaux par une approche adaptée aux attentes, ajustée aux besoins de nos partenaires et des communautés accompagnées, notamment les plus vulnérables et marginalisées** ».

Les 33 actions menées dans 9 pays aux côtés de 106 partenaires techniques et financiers visent toutes à renforcer leur pouvoir d'agir et leur résilience face aux défis sociaux, environnementaux et économiques auxquels ils.elles sont confronté.e.s. ID s'implique dans chaque territoire pour accompagner la société civile et les acteurs institutionnels, et contribuer à un meilleur accès aux services essentiels et au développement économique.

Mais cela ne suffit pas : à l'heure où la solidarité se confronte au repli sur soi, où les politiques d'aide publique au développement se réduisent substantiellement au mépris de tous les engagements pris, nous avons à témoigner ici en France des actions que mènent nos partenaires et de la réalité des pays dans lesquels nous travaillons, et ce, pour élargir les regards sur le monde.

Et nous nous affirmons comme une association engagée en France : notre rôle citoyen, comme celui de nos partenaires des pays où nous sommes présents, nous appelle à agir, prendre position, manifester notre engagement solidaire, nous inscrire dans des réseaux en faveur des transitions écologiques et citoyennes, puisque les problématiques auxquelles les peuples sont confrontés sont interdépendantes, et les décisions prises ici en France impactent nos partenaires là-bas.

Pour tout cela, votre appui est précieux, car chaque don contribue à promouvoir le pouvoir d'agir des plus vulnérables, à mettre en œuvre des méthodes d'accompagnement qui demandent du temps, qui font leurs preuves, mais qui ne sont pas éligibles à des financements classiques puisque hors standard.

Clairement, votre soutien accroît notre capacité à accompagner tous ces acteurs.trice.s locaux à construire et mettre en œuvre collectivement leurs propres réponses à leurs besoins.

Agnès Rossetti
Présidente d'ID

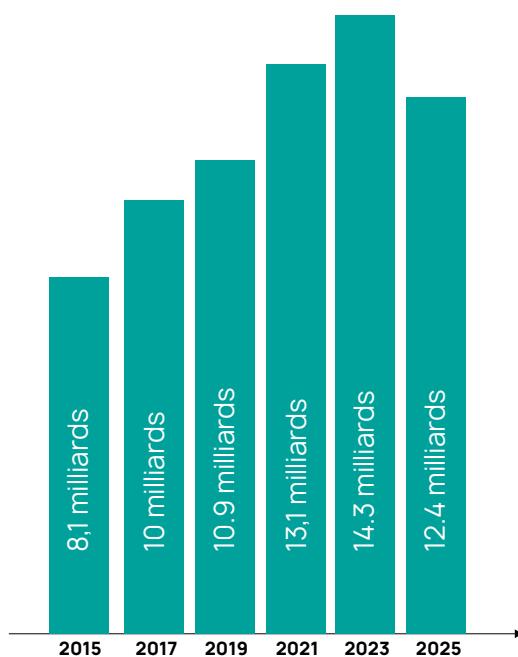
→ L'APD C'EST QUOI ?

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT OU L'ENGAGEMENT DE LA FRANCE DE SOUTENIR LES PAYS DU SUD.

Depuis 54 ans, la France s'est engagée, aux côtés d'autres pays riches, à consacrer une partie de sa richesse nationale (0,7 % du RNB) au soutien des pays en développement.

Cet engagement fonde l'Aide Publique au Développement (APD), essentielle pour améliorer l'accès aux soins, à l'éducation, au développement économique, aux infrastructures, à l'État de droit et à la démocratie. L'APD joue également un rôle crucial face aux crises humanitaires et à la lutte contre le dérèglement climatique.

L'aide se matérialise sous forme de dons ou de prêts à taux préférentiels, répartis soit directement entre pays (bilatéral), soit par le biais d'organisations internationales comme le Fonds mondial de lutte contre le sida ou le Programme alimentaire mondial, qui pilotent des projets d'amélioration des conditions de vie dans les pays concernés.



Évolution ces 10 dernières années de l'APD française



Évolution ces 10 dernières années de l'APD dans le monde

DES PROMESSES NON TENUES

Cependant, la France n'a jamais atteint son objectif de 0,7 % du RNB. En 2021, une nouvelle loi a été adoptée pour atteindre ces engagements d'ici à 2025, mais le gouvernement est discrètement revenu sur sa parole à l'été 2023 en repoussant cet objectif pour 2030. Ce report et les récentes coupes budgétaires représentent un manque à gagner estimé à 21 milliards d'euros pour le développement international entre 2025 et 2030.

Cette réduction d'aide survient alors même que les pays les plus vulnérables voient leurs ressources fiscales s'effondrer, menaçant leur capacité à répondre aux besoins essentiels de leurs populations et à entreprendre leur transition écologique alors qu'ils sont les premiers impactés par dérèglement climatique.

En 2022, environ 5 % de l'APD française a été allouée aux ONG, une part modeste, mais vitale, qui permet de soutenir des projets humanitaires et de développement durable en coopération avec les acteurs locaux.

Ce chiffre reste en deçà de la moyenne de 15 % des pays de l'OCDE, et bien en dessous des niveaux atteints par le Royaume-Uni et l'Allemagne (17 % et 7 % respectivement en 2020). Ce retard pourrait encore s'aggraver : en 2025, une coupe de 1,3 milliard d'euros est prévue, à laquelle s'ajoutent des économies additionnelles annoncées par l'exécutif de 641 millions d'euros, soit une diminution de 34 % de la mission d'aide publique au développement, menaçant de nombreux projets vitaux*.

**À l'heure où nous rédigeons cette lettre, le budget n'a pas encore été soumis au vote, les indications chiffrées sont issues des estimations réalisées par Coordination Sud suite aux annonces du gouvernement.*

MONTANT ANNUEL DE L'ENVOI DE FONDS DES DIASPORAS

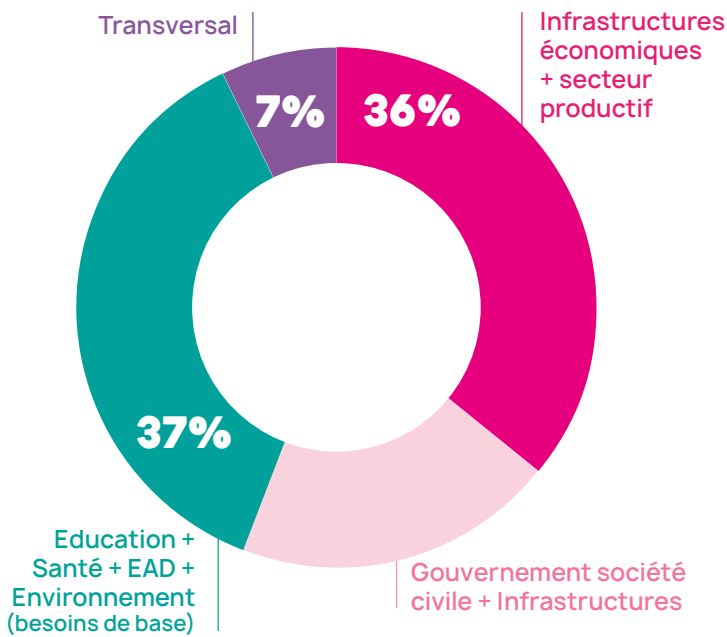
9
MILLIARDS
DE DOLLARS

de France vers les pays d'Afrique

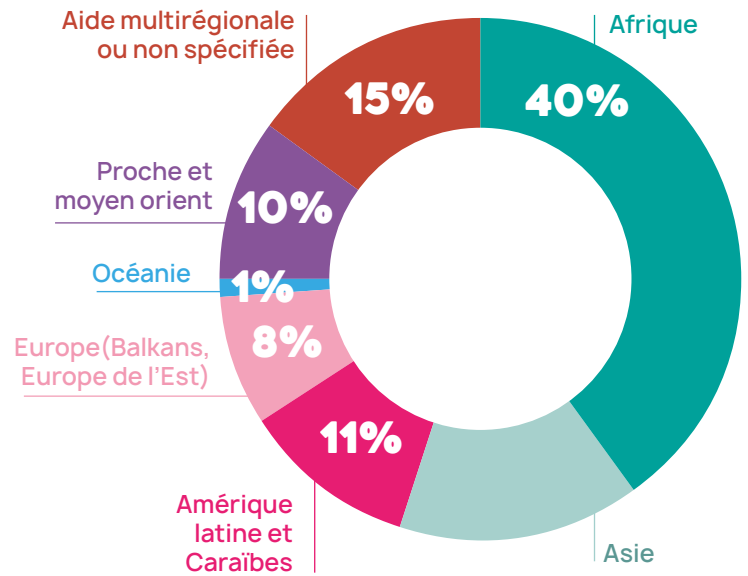
(source : Banque Mondiale 2023)

RÉPARTITION DE L'APD

Entre les différents domaines



Par continents



UNE BAISSÉ HISTORIQUE DE L'AIDE PUBLIQUE AUX CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES

Les ONG exercent traditionnellement depuis 1970 un rôle de plaidoyer auprès de l'État concernant l'aide au développement. La professionnalisation du secteur a ainsi permis de développer un discours réaliste et commun sur les réalités et besoins sur les terrains en matière d'aide au développement. Dès 1994, la création de Coordination Sud a permis d'amplifier le poids des ONG en proposant à l'État un interlocuteur unique, habilité à porter une parole unifiée sur les enjeux en matière de développement, d'aide humanitaire et de soutien économique nécessaires au développement des pays.

Pour une ONG comme ID, l'APD constitue un pilier de son action sur le terrain. Assurer son financement est plus que jamais essentiel pour continuer à répondre aux défis humanitaires, sociaux et climatiques actuels.

Très concrètement pour ID, cette baisse de financement pourrait impacter les capacités d'agir des porteurs de projet au Sud que nous accompagnons, et nous obliger à effectuer des choix drastiques.

Quel projet devons-nous prioriser ? Accompagner les collectivités territoriales pour la mise en œuvre de leurs stratégies d'adaptation au changement climatique comme la mairie de Moundou au Tchad ou soutenir les associations de promotion de la citoyenneté et des droits humains au Congo Brazzaville ? Inutile de préciser que ces décisions seront difficiles à prendre et non sans conséquences pour les populations que nous soutenons.

Plus de 4 millions de personnes risquent d'être impactées par cette baisse !

Les ONG, au sein du groupement Coordination Sud, se mobilisent depuis début 2024 pour lutter contre la réduction de l'APD. Dans un contexte mondial plein d'incertitude, amputer l'APD de 2 milliards d'euros constitue un risque réel de voir les pays déjà en situation de vulnérabilité plonger dans une fragilité politique, économique et climatique irréversible.

→ L'EXPERTISE DES ONG AU SERVICE DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL



SOUTENIR LES COMMUNAUTÉS ET FAVORISER LEUR RÉSILIENCE, LA VOIE POUR OFFRIR DES PERSPECTIVES AUX JEUNESSES AFRICAINES

En répondant aux besoins fondamentaux des populations, comme l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la sécurité alimentaire, et globalement à un environnement plus résilient, ces initiatives comblent les lacunes laissées par des États fragiles ou parfois absents pour assurer une certaine stabilité.

Elles favorisent également le développement économique et social, en offrant des opportunités concrètes aux jeunes, réduisant ainsi leur exposition aux influences extrémistes et à la tentation de l'exil dans l'espoir d'une vie meilleure. Leur présence et leurs actions, renforçant les communautés et soutenant les structures locales de gouvernance, sont donc indispensables pour répondre aux crises sociales et la création d'un environnement propice à une paix durable. La mobilisation collective de la société civile et des États doit viser à structurer une politique d'aide pérenne, capable de transcender les fluctuations politiques et de préserver l'humanité et la dignité dans cette région stratégique.

INFLUENCER LES PRIORITÉS BUDGÉTAIRES POUR OFFRIR DE VRAIS MOYENS D'ACTION AUX ORGANISATIONS LOCALES

Les ONG sont des acteurs de terrain qui connaissent les réalités locales et les besoins spécifiques des populations.

Leur expertise, leur ancrage sur les territoires, les partenariats qu'elles nouent localement et la confiance que les populations leur accordent, leur permettent de faire le lien entre les enjeux locaux et les décisions politiques globales.

Leur proximité avec les acteurs locaux, qu'il s'agisse de leaders communautaires, de collectivités ou de structures locales, repose sur une relation de confiance construite au fil du temps. Cette collaboration étroite renforce l'impact de leurs actions, en intégrant des solutions pertinentes qui répondent directement aux attentes des populations.



ID S'IMPLIQUE !

Ainsi, et en vertu de notre projet stratégique visant à renforcer l'autonomie des acteurs locaux, ID a fortement plaidé aux côtés de Coordination Sud pour l'ouverture des fonds de l'Agence française de développement (AFD) aux ONG locales.

Inclure directement les organisations locales dans les partenariats de coopération leur donne leur juste place en limitant les asymétries de pouvoir dans les relations entre pays du Nord et pays du Sud.

ID S'IMPLIQUE !

Au Sénégal, les jeunes s'emparent de leur pouvoir d'agir ! 2023 aura marqué un tournant décisif pour les jeunes de Ziguinchor en Casamance ! Renforcer la participation citoyenne, en impliquant particulièrement la jeunesse vulnérable dans la résilience des territoires, telle est l'ambition du projet INpact Jeunes porté par ID au Sénégal. Grâce à des formations en leadership et en structuration citoyenne, les jeunes exercent et stimulent leur pouvoir d'agir en s'impliquant concrètement dans le processus de décision politique.

Parallèlement, ID accompagne les collectivités territoriales pour promouvoir un développement local inclusif, en intégrant les groupes marginalisés dans les espaces de concertation et les outils de planification locaux.

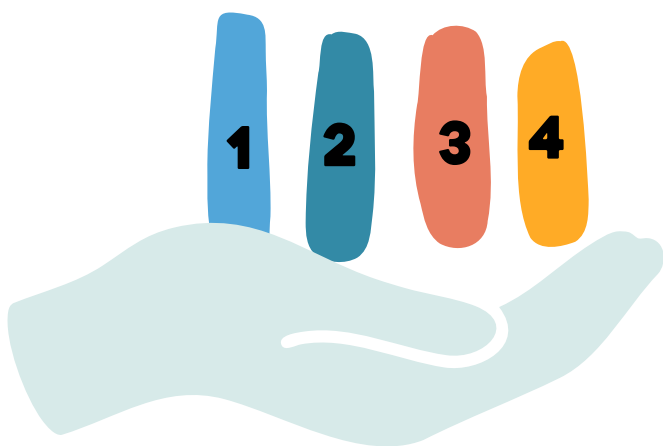
LES COMITÉS D'ENGAGEMENT CITOYEN POUR TRANSFORMER LES JEUNES EN ACTEURS ET ACTRICES DU CHANGEMENT !

Pour cette jeunesse souvent éloignée des décisions, il est essentiel d'acquérir des outils et des opportunités pour s'impliquer activement dans la gouvernance et le développement de leurs communautés. 160 jeunes, dont la moitié de femmes, ont ainsi constitué cinq Comités d'Engagement Citoyen (CEC) et se sont réunis entre pairs lors de sessions d'entraînement proposées par ID afin d'acquérir les compétences nécessaires pour assumer leur rôle de leader, réussir leur plaidoyer auprès des autorités locales, établir des plans d'action concrets répondant à leurs besoins fondamentaux et intervenir efficacement dans la gestion des affaires locales. Ces actions motivantes ont été portées par et pour les jeunes dans le but de s'accorder sur les enjeux et passer à l'action en proposant des solutions et organisant des initiatives communautaires concrètes en faveur de leur ville.



→ QUATRE EXIGENCES QUE DOIVENT RESPECTER LES ONG

Les ONG, maillons incontournables de l'aide internationale, servent d'intermédiaire entre les pays donateurs et les bénéficiaires, et doivent donc répondre à différentes exigences de l'aide au développement :



L'EFFICACITÉ

Mesurer les résultats directs de l'aide fournie et prendre en compte les particularités des pays bénéficiaires.

LA COHÉRENCE

Prendre en compte les effets de l'aide sur l'ensemble des politiques économiques et sociales des pays donateurs.

LA TRANSPARENCE

Mettre à disposition des informations détaillées et actualisées sur les programmes mis en œuvre, sur leurs comptes et sur l'utilisation des fonds reçus.

LA REDEVABILITÉ

Rendre des comptes aux citoyens sur l'utilisation des fonds et les résultats obtenus.



→ FOCUS NOUVEAU PROJET STRATÉGIQUE

Cette volonté de prendre position en tant qu'association de solidarité internationale est affirmée dans notre nouveau projet stratégique 2024-2030, validé en juillet 2024, dans lequel ID s'engage à construire un monde plus équitable et respectueux de la planète.

Concrètement, dans sa vision 2030, Initiative Développement est une association indépendante, engagée pour plus de justice sociale, climatique et économique. Présente sur des territoires vulnérables, elle agit aux côtés des communautés et partenaires locaux pour renforcer leur autonomie, en privilégiant notamment les jeunes et les femmes. Par une approche inclusive, durable et systémique, elle soutient les transitions écologiques et citoyennes en s'appuyant sur les Objectifs de Développement Durable. Organisation apprenante, ID favorise la co-construction et l'intelligence collective, tout en veillant à l'équilibre entre engagement et qualité de vie au travail, dans une dynamique de transition écologique et d'innovation solidaire.

Cette vision se déroule autour de 5 axes et autant d'objectifs stratégiques :

